Année XIX. N° 516. 5 Juillet 1919.

LE RÉVEIL
COMMUNISTE - ANARCHISTE.

SUISSE ET ITALIE
Abonnement : une année, fr. 3 ; six mois, fr. 1.50
Le numéro : 5 centimes

PARAIT TOUS LES QUINZE JOURS
Adresser lettres et mandats :
LE RÉVEIL, *rue des Savoises, 6*, GENÈVE (Suisse)

UNION POSTALE UNIVERSELLE
Abonnement : une année, fr. 5 ; six mois, fr. 2.50
Le numéro : 10 centimes

A ORBE

Nous rappelons que six de nos camarades sont emprisonnés à Orbe, sans qu'aucune instruction judiciaire ait été ouverte et aucun jugement prononcé contre eux. La semaine dernière, un autre ouvrier italien, Mastrodicasa, a été arrêté et, à l'heure où ces lignes paraîtront, son transfert à Orbe sera peut-être aussi chose faite. C'est toujours l'arbitraire le plus odieux qui triomphe ; les quelques maigres garanties légales, qui représentent en somme le plus clair des « conquêtes démocratiques », sont ainsi supprimées et les travailleurs étrangers deviennent justiciables à merci.

Nos maîtres peuvent se rassurer momentanément en voyant la foule encore indifférente, mais l'histoire devrait leur avoir appris qu'après avoir enduré les pires abus, le moindre incident amène parfois son soulèvement. Ils ont à lutter contre un mécontentement très diffus, et les emprisonnements et les expulsions ne peuvent que l'augmenter.

Une protestation peut paraître vaine, mais tous ceux qui ne l'élèvent pas se font les complices de l'iniquité. La persécution, frappant d'abord les anarchistes, ne s'arrêtera pas à eux. C'est mal se préparer à des revendications nouvelles, que de permettre la violation du droit le plus élémentaire à l'égard de qui que ce soit.

LES GRÈVES

Partout des grèves, partout les ouvriers se refusent à une besogne qui ne leur garanti même plus la maigre situation d'avant-guerre. Depuis une vingtaine d'années, non seulement nulle amélioration n'a été réalisée, mais il a été impossible de maintenir l'ancien rapport entre les salaires et le coût de la vie. La durée de la journée a bien été quelque peu diminuée, mais d'une part, le travail est devenu plus intensif et, d'autre part, la pratique toujours plus étendue du jardinage rendent presque illusoire une telle diminution.

Maintenant la situation apparaît particulièrement grave. La nécessité urgente d'une augmentation de la production est indéniable, mais le monde ouvrier se trouve épuisé par cinq années de privations et de guerre et comprend bien, d'ailleurs, que ses efforts serviraient encore avant tout la spéculation. D'où une résistance passive, qui malheureusement ne porte en elle aucune solution ; sa prolongation devient même inquiétante pour la cause révolutionnaire.

Nous ne regrettons certes pas d'avoir toujours été parmi les fauteurs de grèves partielles et générales ; mais nous tenons à rappeler que nous ne leur avions jamais attribué qu'une valeur négative. Pour affirmer un nouvel ordre, il faut avant tout nier l'ancien ; mais cette négation doit être suivie le plus promptement possible d'une œuvre positive de reconstruction, et beaucoup ne paraissent y avoir que fort peu songé.

Prenons toute la presse socialiste et ouvrière de ces cinquante dernières années ; les questions d'expropriation et de gestion directe par les producteurs n'y ont jamais été traitées à fond, mais seulement incidemment. Bien plus, faut-il rappeler que lorsqu'en 1906 la C. G. T. française avait proposé une action internationale directe pour les huit heures, cette proposition fut presque unanimement combattue par toutes les organisations syndicales et socialistes d'Europe, avec des arguments qu'aujourd'hui les journaux les plus conservateurs n'oseraient plus invoquer ? Les guesdistes, les plus « avancés », s'en tiraient en prétendant que si la classe ouvrière avait réellement la force d'imposer les huit heures, elle aurait grandement tort de s'en tenir là, au lieu de réaliser du même coup le socialisme intégral. un raisonnemment qu'on voudrait bien voir reprendre aujourd'hui que chacun réclame les huit heures sans plus tarder.

Remarquons encore que nos « scientifiques » s'étaient attachés surtout à nous démontrer que les améliorations ne pouvaient se réaliser que grâce à une période de prospérité économique ; or, c'est au moment de l'effondrement le plus formidable que nous voyons admis presque d'emblée tout le programme de réformes ouvrières. Pourquoi cela, sinon parce que les classes dirigeantes se sentent en présence d'une volonté autrement puissante et décisive que l'encaisse des fédérations les plus nombreuses et les plus centralisées ?

C'est toujours à développer cette volonté que nous devons nous attacher, en opposition à un certain fatalisme économique, grâce auquel nous avons pataugé pendant des dizaines d'années.

La mentalité ouvrière a beaucoup progressé ces derniers temps ; mais la conception de toute une organisation sociale nouvelle, basée sur une morale d'entr'aide en opposition à celle bourgeoise de lutte à outrance, est fort peu répandue jusqu'à présent dans les masses. Il s'ensuit une série de tentatives insuffisantes, contradictoires, fallacieuses, dont nous ne songeons certes pas à nous étonner, mais qu'il faut s'attacher à remplacer par d'autres témoignant d'une compréhension beaucoup plus exacte des nécessités populaires.

C'est ainsi que nous avons vu en Russie, Autriche et Allemagne des ouvriers, en pleine période révolutionnaire, ne rien trouver de mieux à faire qu'à se mettre en grève.

Or, de deux l'une :

Ou la révolution devient une réalité, par le fait qu'un nouveau mode de production est réalisé au profit de tous et non plus de la spéculation privée, et alors tout abandon de travail se fait contre la révolution, les producteurs aboutissant à l'amoindrissement de leur valeur sociale qui est en raison directe de l'importance de leur production ;

Ou les travailleurs continuent à faire grève contre l'ancien patronat ; mais alors nous avons la preuve évidente que celui-ci ne se trouve pas supprimé, qu'aucun changement essentiel ne s'est encore produit, tous les remplacements éventuels dans le personnel gouvernemental ne pouvant être considérés comme tel.

Nous croyons devoir rappeler ici les paroles qu'écrivait Francisco Ferrer, il y a une vingtaine d'années :

« Demander des réformes par la grève générale, c'est comme faire de la petite politique.

« Faire la grève sans autre but que la solidarité, ce qui d'ailleurs est louable dans maintes occasions, c'est du pur sentimentalisme.

« Or, ce n'est ni par utilitarisme, ni par sentimentalisme que nous devons mettre en mouvement la grande collectivité prolétarienne. Elle ne doit jamais suivre ni l'inspiration de Sancho Pança, ni celle de Don Quichotte, mais l'inspiration de la raison ; c'est-à dire que nous ne devons être ni d'imbéciles égoïstes, ni des fous altruistes, mais des hommes justes.

« Et puis, il n'y a pas d'utilité plus grande ni de solidarité plus élevée que celles qui se trouvent dans le projet de transformation de la société, puisqu'il est en parfait accord avec l'intérêt universel de l'humanité.

« Laissons les réformes pour les politiciens de métier et pour les naïfs.

« Abandonnons le sentimentalisme, atavisme chrétien, à ceux qui seraient d'accord avec le régime actuel.

« Les libertaires sérieux étudient et préparent la grève générale révolutionnaire et la société d'après la révolution. »

Il est plus que jamais nécessaire d'insister sur le fait de grève révolutionnaire, non pas par les quelques conflits auxquels elle pourrait donner lieu dans la rue, mais à cause de son but immédiat d'expropriation, avec reprise de la production sous la gestion directe de tous ceux qui y participent réellement, afin de servir le mieux possible les besoins de tous et non plus l'exploitation de quelques-uns.

La grève, répétons-le, ne saurait que représenter la négation de l'ancien régime économique, rien de plus ; nous avons le plus grand intérêt à reprendre le travail dès que possible, car la révolution qui représente le renouvellement de la vie dans tous les domaines est une véritable œuvre de titans, exigeant une foule d'activités et de dévouements. La période révolutionnaire ne doit pas être envisagée comme une période de délassement et de fêtes, mais d'action incessante. Nous aurons tous à lutter, œuvrer et penser pour autant que nos forces nous le permettront. La récompense que nous verrons au jour le jour se réaliser pour plus tard suffira à nous donner la foi, l'enthousiasme, l'énergie, la décision d'aller de l'avant. Il ne s'agira pas tant de savoir mourir, mais de savoir vivre pour tous, chacun donnant de soi-même tout ce qu'il peut donner, sans compter, sans hésiter.

Rappelons-nous surtout que même en concevant une vie très simple, sans besoins factices, rien que pour assurer à tous un logement hygiénique, une nourriture saine, un habillement convenable, une culture physique et intellectuelle digne de ce nom, nous aurons d'abord à augmenter considérablement la production tout en la transformant. Mais si cela a été possible pour l'œuvre hideuse de guerre et de mort, ce le sera à plus forte raison pour l'œuvre de paix et de vie.

Cherchons continuellement à être révolutionnaires par l'idée, un jour prochain nous aurons à le devenir par l'action. L. B.

L. BERTONI

LA LOI DÉFAILLANTE

Défense présentée devant la Cour pénale fédérale à Zurich, le 11 juin 1919

Prix : 10 centimes

La pierre de touche

On parle beaucoup de collaboration des classes. Comment donc? Elles ne collaboraient donc pas! Voilà qui est fait pour étonner, vraiment! Vivaient-elles jusqu'ici séparéés complètement, chacune dans sa sphère d'action particulière, sans contact aucun, le capital d'un côté, le travail de l'autre n'ayant aucun intérêt commun, cultivant chacun son propre fonds? Il n'en est rien, heureusement pour le capital!

La collaboration existe en effet, dans la production de tout ce qui est vendable, de tout ce qui peut devenir trafic, commerce, spéculation, exploitation des besoins essentiels et superflus... pour ceux qui doivent s'en passer. Elle ne va pas plus loin. Quand l'apiculteur s'empare du miel accumulé par les abeilles, il les chasse pour le leur voler. Mais voilà, le temps est enfin venu où les abeilles ne veulent plus jouer ce rôle de dupes. De ruches en ruches elles se concertent, refusent de travailler, parlent de grève générale et quelques-unes même acèrent leur aiguillon pour la lutte suprême. Alors, comme c'est devenu sérieux, que la part de miel laissée aux abeilles travailleuses pour ne pas les pousser au désespoir ne leur paraît pas équivalente à leurs peines, on veut bien l'augmenter quelque peu; on leur offre même de se reposer plus longuement. Voyez cela, elle ne veulent pas entendre raison.

A ce point-là intervient la collaboration des classes. Oui, disent les uns, il y a certainement « quelque chose à faire »; la part attribuée au travail est insuffisante, il faut l'augmenter. Il faut encore procéder à quelques réformes « urgentes ». D'autres disent : les ouvriers sont insatiables, quand on leur aura donné cela, ils voudront autre chose. Ça n'en finira plus, résistons! Oui, c'est cela, résistons, appuient quelques autres peu décidés cependant, mais si nous ne consentons pas à quelques sacrifices, nous risquons fort de tout perdre. D'autres encore, à courte vue, s'en vont disant : C'est un courant né de la guerre et de ses conséquences, il perdra de sa force quand certains barrages auront été supprimés; alors nous pourrons respirer et reprendre peu à peu ce que nous aurons abandonné en temps opportun par grandeur d'âme.

Les plus timorés — les noms sont sur les lèvres — opposent, à ce qu'ils appellent l'intransigeance ouvrière, la puissance des baïonnettes, et, en attendant que les fusils partent tout seuls, on arme de matraques quelques faquins, pensant en imposer aux ouvriers par cette assommante veillée d'armes. Ce serait très bien, disent quelques observateurs très superficiels, mais l'armée est en grande partie composée d'ouvriers... Heureusement, il nous reste les paysans, ils n'ont pas été atteints par le virus du socialisme... Est-ce bien sûr, s'avisent quelques autres plus clairvoyants? L'industrialisme pénètre peu à peu les campagnes et un prolétariat paysan y est déjà à l'état de noyau ; il va grossir. Ah! mon dieu, où allons-nous? Ah! que les temps sont durs !...

C'est dans cet état d'esprit, ondoyant et varié qu'on nous présente la collaboration des classes. Cela fait heureusement diversion à la politique des partis dont les programmes ne correspondent plus à rien de viable et la preuve se trouve précisément dans ce désir d'activité en dehors de leurs cadres. La confiance dans la politique est en baisse et le dégoût des politiciens en forte hausse à la bourse des idées. Je voudrais ici m'exprimer en toute franchise. Les promoteurs de cette collaboration ont-ils bien compris l'époque où nous sommes ?

Le socialisme a pris un développement formidable. Il ne faut pas le juger par ses politiciens qui sont des politiciens quelconques, tout aussi menteurs que ceux des partis bourgeois. Il faut le voir là où il s'est vraiment développé, parmi les ouvriers. En moins d'un demi-siècle, il s'est imposé à l'attention, alors qu'on voulait l'ignorer. Aujourd'hui, il faut compter avec lui. Depuis vingt ans la mentalité ouvrière s'est transformée. Sans beaucoup de moyens à sa disposition, l'esprit nouveau a pénétré les cerveaux les plus rebelles, et dorénavant il a pris droit de cité. Demandez à Messieurs les patrons — j'en ai entendu beaucoup -- ils vous diront que l'ouvrier d'aujourd'hui n'a plus aucun rapport avec celui du passé. Au premier mot, le marché est mis à la main. Ce n'est plus un trembleur, il a acquis une conscience certaine de ses droits et il sait les défendre. Comment cela lui est-il venu? Bien difficile serait de définir cette transformation. Le syndicat a fait beaucoup en démontrant pratiquement aux travailleurs la nécessité de l'entente, mais ce n'est pas tout. Il y a toujours eu des courants d'idées qui s'imposent et qui portent en eux une puissance d'attraction allant en se développant. C'est ce que Fouillée appelait des « idées-forces ». Le socialisme en est une.

Ce serait vraiment une sottise de croire que le prolétariat n'en est pas imprégné et — comme je l'ai entendu dire — qu'il y a surtout des meneurs entraînant les autres. Quelle erreur serait la vôtre, Messieurs; l'œuvre de ceux que vous appelez de ce nom est passagère. Ils se montrent et disparaissent, enroulés quelquefois dans les filets de la flatterie comme des mouches dans une toile d'araignée.

C'est là sans doute manière de s'illusionner. Prenez garde ! Quand le marquis de Dreux-Brezé allait impérieusement signifier aux députés des Etats-Généraux d'avoir à se disperser, il ne pensait pas, et son maître pas davantage, à la révolution qui couvait au sein d'une société qui se croyait à l'abri des événements malgré les lézardes qu'on y pouvait constater. Illusion encore. Et plus près de nous, mais à quoi bon des démonstrations?... Aucune société, aucune classe ne saurait admettre que l'évolution des idées s'arrêtât à son œuvre. Ce serait supprimer la marche de l'humanité dans le temps.

La société capitaliste montre ses déficits, et ils sont autrement formidables que tout ce que le passé a pu nous apprendre de gaspillages et de ruines. Avez-vous envisagé, Messieurs les initiateurs, où mène la collaboration des classes ? Tout simplement à la fin des classes et ce n'est pas si simple que cela. C'est pourtant le but qu'il faut atteindre. Tout le reste ne serait que palliatifs sans effets durables. Il faut une refonte fondamentale des institutions. Vous n'arriverez à rien sans toucher à la propriété, sans empêcher la spéculation sous ses multiples formes, sans détruire les monopoles de fait, sans toucher à la rente. Vous voulez une collaboration des classes, c'est très bien, personnellement j'en suis. Mais tout d'abord montrez vos livres ! Les producteurs doivent savoir ce qui se passe derrière vos comptoirs. Il leur faut un contrôle du bénéfice, la collaboration ne saurait être comprise autrement.

Vous n'êtes pas préparés à une telle action et c'est là votre faiblesse. Que faisiez-vous quand les ouvriers s'imprégnaient de socialisme? Vous haussiez les épaules en ressassant les vieilles formules du libéralisme bourgeois ! Vous avez voulu ignorer le « danger » et maintenant il est à vos portes. Vous voudriez l'éloigner, malheureux, mais ce serait rejeter sur vos enfants la tâche pesant à vos épaules. Soyez donc des hommes et ne dites pas comme vos prédécesseurs à la veille des grandes transformations sociales : « Après nous le déluge !... »

Dites-vous bien, au contraire, il le faut, il le faut et acceptez ce qui vous paraît un sacrifice mais qui ne saurait en être véritablement un quand il s'agit d'établir le règne de la justice dans le monde. Comprenez-le bien, il ne s'agit plus de restituer, ce serait insuffisant. Vous l'avez du reste essayé dans une infime partie par la charité, avilissant aussi bien celui qui donne que celui qui reçoit. L'un ignore la justice, l'autre recourt à l'hypocrisie en remerciant l'artisan de sa misère. Deux actes, deux tristes résultats.

Ce qu'il faut, c'est appliquer le système Taylor à l'organisation de la Société. Le gaspillage doit disparaître et il est formidable, gaspillage d'hommes et de production dont le déficit pèsera lourdement sur les générations futures, s'il n'est pas arrêté dans son accroissement. Le déchet humain, dû aux mauvaises conditions de la vie du plus grand nombre et pour lequel vos luttes contre l'alcoolisme, la tuberculose et tant d'autres maux ne font qu'en souligner l'importance, doit être combattu dans ses sources. Pour n'être plus considéré comme une marchandise, le travail doit être libéré des entraves qui en ont fait une déchéance de l'homme. Les fameuses lois économiques dont on se sert pour démontrer l'impossibilité d'un changement fondamental sont un effet changeant avec la cause qui le produit. Elles feront place à d'autres formes de vie, ces lois qui en réalité ont des effets mortels.

Ce ne sera pas l'œuvre d'un jour, mais précisément parce que la lutte sera ardue, longue en raison de tous les obstacles se dressant sur sa route, la collaboration des classes, période transitoire, doit apparaître à tous les cœurs vaillants comme le devoir d'une époque. Mais pour partir, confiants, il faut envisager le but et ne pas s'en laisser distraire, et le but est la suppression des classes. La voilà la pierre de touche!

G. H.

Pour la paix

Est-ce la paix ? Non, tout le monde le sent fort bien. Même ceux qui pavoisent, discourent et s'enivrent ne se font pas trop d'illusions ; beaucoup d'entre eux feignent ou ont un si grand besoin de croire qu'ils travaillent à se tromper eux-mêmes.

La paix — tous les gouvernements l'avaient dit et M. Wilson s'était plu à le préciser — veut la justice et la liberté, que quelques hommes ne sauraient faire pleuvoir sur la terre comme une manne gouvernementale. Il faut une nouvelle organisation des collectivités humaines, engendrant de nouveaux rapports sociaux. Ce n'est pas ce ridicule pacte de société des nations, aussitôt démenti par une nouvelle triple alliance, qui pourrait satisfaire les peuples à cet égard. Oeuvre évidente d'hypocrisie, c'est tout au plus un hommage du vice étatiste à la vertu révolutionnaire, grâce à laquelle seulement, il est permis d'espérer la paix parmi les hommes.

L'idée qui triomphe malgré tout contre la pensée et la pratique bourgeoises, c'est que la vie, son développement et son élévation, veulent l'entr'aide et nullement la lutte entre les vivants. Eliminer les antagonismes, les concurrences et les haines pour ne laisser subsister que le désir de faire mieux, chacun dans ses activités, au profit de la communauté, voilà la base de la morale nouvelle. Par contre,

prôner comme stimulant à toute besogne humaine l'esprit d'exploitation, de lucre et de domination, c'est entretenir, même dans un monde très progressé grâce à ses découvertes et inventions, la pire barbarie.

La guerre elle-même, quel qu'en fût le résultat, ne pouvait rien changer. Et les populations, qui ne furent jamais plus épuisées, se trouvent maintenant en face d'une tâche immense de reconstruction, de renouvellement et de création. Il serait ridicule de désespérer, parce que cette tâche n'est encore que partiellement entreprise et de façon souvent erronée. C'est en méconnaître la grandeur que de ne pas comprendre toutes les hésitations, les incertitudes, les contradictions de l'heure tragique que nous traversons.

Attachons-nous à faire comprendre que le salut ne peut venir d'une autorité quelconque et que la situation actuelle veut une révolution. Répétons ensuite avec l'immortel Proudhon « que toute révolution, pour être efficace, doit être spontanée, sortir, non de la tête du pouvoir, mais des entrailles du peuple ; que le gouvernement est plutôt réactionnaire que progressif ; qu'il ne saurait avoir l'intelligence des révolutions, attendu que la société à qui seule appartient ce secret, ne se révèle point par des décrets de législature, mais par la spontanéité de ses manifestations ; qu'enfin le seul rapport qui existe entre le gouvernement et le travail, c'est que le travail, en s'organisant, a pour mission d'abroger le gouvernement. »

Faire la paix est une œuvre au-dessus de n'importe quel pouvoir ; le traité de Versailles nous en fournit une preuve de plus. C'est aux peuples qu'il appartient à présent de s'entendre entre eux, mais cela n'est possible qu'à travers des révolutions. Oeuvrons-y. L. B.

Une mesure désastreuse

Voici ce que nous avons pu lire en tête du journal parisien *le Matin*, du 15 juin écoulé :

Romorantin, 13 juin. — *Par téléphone.* — On dirait qu'un vent de folie s'est déchaîné sur notre pauvre France !

Il faut produire, clament les gens raisonnables, et ce n'est évidemment qu'en forçant la production que l'on pourra sortir des difficultés actuelles. Or non seulement l'on ne produit pas, mais il semble que l'on se complaise à la destruction.

Nous venons de voir incendier délibérément, systématiquement de nombreuses automobiles, dont beaucoup, après d'insignifiantes réparations, auraient pu rendre encore de précieux services.

Ces autos ont leurs pneus, leurs carrosseries, leurs accessoires, phares, avertisseurs, etc. Tout passe au brasier. Tout n'est plus que ferraille et cendres au bout de quelques instants.

Il s'agit du matériel de l'armée américaine dans l'immense camp de Prunier, près de Romorantin.

Ce n'est pas de leur faute si nos amis américains en arrivent à cette regrettable extrémité. Ils auraient voulu vendre ces autos à nos petits industriels, nos commerçants, nos médecins, qui en ont un pressant besoin et qui ne peuvent en obtenir à des prix inabordables de nos fabricants avant de longs mois. Le gouvernement français n'a voulu ni autoriser ces ventes, ni se rendre lui-même acquéreur ; de telle sorte que l'armée américaine, ne pouvant retransporter tout son matériel en Amérique, détruit le moins précieux de son matériel.

Une vaste clairière à 4 kilomètres de Romorantin, à l'entrée du camp, qui borde la route des deux côtés sur plus de 15 kilomètres ; des milliers et des milliers d'autos réformées, limousines, torpédos, camions, camionnettes, sont massées à perte de vue. Elles ont toutes quelque avarie ou défaut, mais il n'en est aucune dont on ne pourrait tirer parti.

Des équipes de nègres américains roulent ces autos à quelque distance, les groupent par cinq ou six et les aspergent de pétrole ; puis l'un d'eux, à l'aide d'une longue tige de fer au bout de laquelle brûle un tampon d'essence, y met le feu.

La flamme jaillit et bientôt un gros nuage noir monte au ciel où ronronnent des avions.

Il y avait tout à l'heure douze, quinze de ces brasiers où l'on distinguait à travers la flamme les squelettes tordus des véhicules.

Qui dénombrera les millions ainsi partis en fumée ? L'odeur désagréable du pétrole et du caoutchouc brûlé, qui empeste l'air, ne suffit pas à expliquer le malaise que l'on ressent.

— Quel malheur ! gémit près de moi un homme venu à bicyclette. C'est un crime de détruire comme cela des machines qui ont tant de valeur encore et qui ont demandé tant de travail !

Et il m'explique que, démobilisé depuis peu et installé aux environs comme marchand de cycles et mécanicien, il a commandé à des maisons françaises des pneus, des chambres à air, des bicyclettes, des accessoires. On lui demande des mois pour livrer. Ne pouvant pas travailler, il est venu au camp américain pour voir s'il n'y avait pas quelque chose à acheter qui pût lui permettre d'exercer son métier.

— Nous ne demanderions pas mieux, lui a répondu un officier américain, mais cela nous est interdit. L'Etat français ne le permet pas. Adressez-lui vos reproches.

— Il y a plus loin, me dit cet homme, d'innombrables motocyclettes avec ou sans side-cars, des bicyclettes ayant à peine servi, ou même toutes neuves, et encore emballées dans leurs cadres de bois. On les brise sans les déballer, on les écrase sous de lourds véhicules, et il y a déjà un immense tas de ferraille où on reconnaît les débris de roues, de cadres et d'excellents pneus et chambres à air. Quelle tristesse de voir cela ! gémit encore le démobilisé. Personne ne protestera donc contre ceux qui permettent ça ?

On a en vérité une impression d'angoisse en pensant que tout cet immense parc va probablement être livré aux flammes et, avec lui, ces montagnes de caisses de matériel qui, sous des bâches, se voient à l'horizon, et ces immenses magasins bondés de marchandises de toutes sortes.

Ne pourrait-on, à défaut d'autre solution, indiquer à nos alliés des collectivités intéressantes à qui des dons pourraient être utilement consentis ?

Ainsi la destruction se poursuit même après la guerre, car les forbans du capitalisme y trouvent toujours leur intérêt. C'est incroyable, c'est fou, c'est criminel ! mais cela, soyez-en certains, n'a pas ému outre mesure le million de lecteurs du *Matin*. Sa protestation sous le titre « Une mesure désastreuse » n'a rien empêché.

Songez qu'un jour de grève une foule exaspérée en arrive à brûler l'automobile de l'un des plus odieux patrons. Ce que nous entendrions de déclamations contre l'acte stupide, inconcevable, barbare, etc. ! Rien de tout cela puisque, dans le cas qui nous occupe, c'est à la suite de l'ordre de deux gouvernements — républicains, ne l'oublions pas ! — que tout un matériel considérable est anéanti !

Vraiment, nous n'avons plus le droit de nous étonner des pires aberrations et infamies du passé ! Les maîtres que nous avons tolérés et tolérons encore feront oublier les pires tyrans, les personnages les plus insensés et les plus sanguinaires de toutes les époques.

Avis aux camarades à Genève

Quelques camarades, artistes sculpteurs et peintres, organisent une exposition permanente à la rue Jean-Petitot, 11, au 3e, dans un grand atelier bien éclairé. Nous invitons cordialement tous les camarades à la visiter. L'entrée est libre et le Salon est ouvert tous les jours, dimanche compris, de 10 heures à midi et de 2 à 6 heures.

Fraternisons ouvriers et artistes pour créer le nouveau monde.

W. A. I.

La grève Gardy

La grève Gardy s'est terminée par une défaite pour les ouvriers. Cela n'a qu'une importance relative. Les ouvriers ont eu une attitude magnifique. Mouvement de solidarité qui nous a transportés de joie ; nos camarades ont souffert, mais ils peuvent rentrer la tête haute.

Du côté patronal, on a pu constater avec quelle désinvolture ces messieurs violent la loi qu'ils invoquent si souvent pour défendre leurs privilèges. La loi qui autorise le droit d'association a été par eux foulée aux pieds.

D'autre part, les ouvriers sauront dorénavant à quoi s'en tenir. On leur demande de parlementer avant de lancer un mouvement, et lorsque des parlementaires choisis parmi eux se présentent devant les patrons, ces derniers les renvoient de leurs usines, et non contents de les renvoyer, ils leur font l'ultime affront de leur offrir une somme, d'acheter aussi leur conscience. Le travail devient ainsi une sorte de prostitution ; Messieurs les capitalistes se croient au Maxim.

On spécule sur la difficulté de la vie, et on espère qu'avec quelques pièces de cent sous on aura raison des militants. Etrange mentalité ; les rancœurs s'amoncellent et l'avenir nous démontrera que leur calcul est faux. L'ouvrier prend de plus en plus conscience de ses droits.

La victoire est certaine pour nous malgré nos défaites momentanées. C. R.

Ligue de Défense sociale et du Droit d'asile

(Section de Bienne)

Une section de cette Ligue vient d'être constituée à Bienne, avec le programme suivant :

1° Défense de la liberté d'opinion.

2° Respect du droit d'asile et pratique d'une solidarité internationale, devenue plus nécessaire que jamais depuis la crise terrible provoquée par le nationalisme.

La section de Bienne a déjà protesté contre les expulsions d'ouvriers étrangers en général et les dernières arrestations opérées à Genève.

Elle a aussi pris connaissance des ordres de départ et des ennuis que les autorités de Bienne infligent à des ouvriers étrangers, aux Russes plus spécialement, sous prétexte de remédier à la crise des logements.

Elle demande que ces abus prennent fin et invite tous les travailleurs et tous les citoyens, qui ne se sont pas laissés entraîner par les courants de chauvinisme et de réaction, à l'appuyer dans la tâche qu'il s'est imposée.

L'arrestation de l'imprimeur Jordi et du communiste Brandenberger par les autorités militaires, poursuivis pour avoir imprimé — chose incroyable — l'*Internationale* de Pottier en allemand, a aussi occupé la section de Bienne dans sa dernière séance.

Va-t-on tolérer plus longtemps de semblables attentats à la liberté de pensée, inadmissibles dans une démocratie comme la nôtre ?

Toutes ces protestations ont été adressées à une partie de la presse bourgeoise et à tous les journaux ouvriers.

Les séances de la section de Bienne ont lieu tous les vendredis soir à la Maison du Peuple.

VIENT DE PARAITRE :

La Marseillaise

Reproduction en couleurs du chef-d'œuvre de Gustave Doré, imprimé sur papier de luxe, format 50 × 35 cm. En vente au prix de 60 cent. l'exemplaire ; les vingt exemplaires 10 francs contre remboursement.

CAMARADES SUISSES, FAITES TOUS VOS EFFORTS POUR SOUTENIR LE „RÉVEIL“

Les quatorze points

Le poing ayant été pendant des siècles la loi suprême, des gens épris d'idéal se mirent en quête de moyens moins barbares d'assurer le bonheur de l'humanité. Un jour, ils apprirent qu'un politicien américain éprouvait le même besoin qu'eux ; mais, tandis qu'ils voulaient tout d'abord supprimer le « poing », lui prétendaient qu'il en fallait quatorze. Par la suite, il s'amenda un peu en reconnaissant que cinq « points » seraient bien suffisants. Il confectionna un tableau où figuraient les quatorze puis les cinq points ; il fut tiré à de nombreux exemplaires et largement répandu parmi les hommes. Si le président américain — c'est lui le politicien en question — s'était borné à transcrire ses points en l'imagée écriture chinoise, tout le monde aurait été content, vu que chacun les aurait commenté conformément à ses plans. Déjà des malins prétendaient que M. Wilson apportait une nouvelle machine à tuer, un appareil devant casser quatorze têtes à la fois.

Ayant une opinion peu flatteuse de ses contemporains en ce qui a trait à leurs capacités de discernement, l'hôte de la Maison Blanche commenta abondamment, par la plume et par la parole, ses quatorze points, qui n'étaient pas carrés, comme ceux du locataire de l'Elysée, pour casser la gueule aux Allemands ainsi qu'il le faisait chanter par des camelots, dans les rues de Paris, le soir de son élection par la coalition anti-républicaine. Ses points étaient de petites choses, pas méchantes du tout et qu'il voulait semer comme des jalons sur la grande voie projetée de la fraternité humaine. Ses commentaires, qui ne manquaient pas de grandeur, étaient une nouveauté dans la bouche d'un homme d'Etat. Il accusa de crime contre l'humanité, non seulement ceux qui avaient donné le signal de la tuerie mondiale, mais tous les gouvernements qui, sournoisement, complotaient contre la paix, à la faveur de pratiques diplomatiques qui ravalent les peuples au rang d'un troupeau dont le propriétaire peut disposer à son gré. Il insista avec vigueur pour que cette guerre soit la dernière, non de par la volonté des gouvernements, mais des gouvernés qui devaient être enfin appelés à résoudre eux-mêmes les grands problèmes posés par la tragédie guerrière. De la mer de sang dans laquelle ils se mouvaient avec peine, les hommes devaient sortir pour atteindre les régions purifiées, libres de tous les poisons qui anémient la vie du monde. Il ne fallait plus de diplomatie secrète, plus d'ignobles marchandages, plus de traités conclus à l'insu des peuples et en vertu desquels ils doivent se ruer les uns contre les autres comme des troupeaux de bœufs sauvages. A la lecture de ce nouveau sermon sur la montagne une grande terreur et un grand espoir passèrent sur le monde. Les forbans craignirent pour la durée de leur commerce et accusèrent le président Wilson d'être un germanophile, vu qu'il proposait une paix sans victoire ; il est vrai que dans l'autre camp ils portèrent une accusation contraire. Les plus humbles parmi les opprimés virent en lui un nouveau messie, celui qui les sortirait à jamais de l'enfer des batailles.

Après avoir jeté l'anathème à la guerre, le président Wilson lança lui aussi son peuple dans la fournaise. Cet acte rassura les trembleurs et n'enleva pas la foi aux croyants, car on avait pris la précaution de leur expliquer que la meilleure façon de mettre fin aux combats était d'augmenter le nombre des combattants. Pendant près de deux nouvelles années tous ceux qui souffraient de la guerre attendirent patiemment que les légions de Wilson fissent triompher ses quatorze points.

La faim ayant affaibli les hordes barbares, l'armistice fut signé en novembre 1918 ; les « poings » allemands étant brisés, il fut solennellement convenu que seuls désormais les 14 « points » américains auraient force de loi.

La justice et le droit l'emportaient ; les nations opprimées étaient libérées, plus rien ne se tramait dans l'ombre, et les peuples qui avaient chassé les bourreaux n'avaient à redouter ni violences ni entraves dans leur œuvre de reconstruction sociale.

Hélas ! huit mois se sont écoulés et jamais nous n'avons assisté à un tel effondrement d'espoirs, à un tel reniement des engagements les plus sacrés qui avaient été pris non seulement envers les vaincus, mais en face de tous les peuples. Le président Wilson, qui avait condamné avec tant de force la diplomatie secrète, s'est chambré avec trois vieillards, et à eux quatre, en conspirant comme des malfaiteurs, ils prétendent imposer au monde un statut qui n'est qu'une consécration de toutes les infamies ; ils n'ont pas même admis qu'un peu de publicité soit donnée à leurs agissements ; comme les malfaiteurs qui redoutent les investigations policières, ils n'ont rien consigné sur le papier de leurs discussions de plusieurs mois. Le désarmement promis n'est qu'un redoublement du militarisme chez les vainqueurs et une armée de métier imposée aux vaincus, afin que la bourgeoisie de ces pays-là ait des soudards à disposition en cas de révolte populaire. Le droit des peuples de disposer d'eux-mêmes se traduit par des nombreux rapts de population. La paix sans indemnités fait place à l'écrasement économique de ceux qui sont réduits à merci, à un esclavage qui est la négation de tout ce que nous pouvions considérer comme définitivement acquis. Le président Wilson, qui avait revendiqué pour les Russes le droit de s'organiser comme bon leur semble, qui avait même déclaré qu'il était du devoir de tous les hommes dignes de ce nom de les aider dans leurs tentatives vers un monde meilleur, a maintenant souscrit à toutes les criminelles entreprises contre les révolutionnaires russes et hongrois ; il a permis l'envoi d'argent, de munitions et de soldats aux satrapes qui tentent de restaurer le tsarisme, et il vient de reconnaître comme légitime représentant du peuple russe un aventurier dont tout le passé n'est qu'une suite de crimes. Il a de même accepté de s'associer à l'écrasement de la Révolution hongroise où le ridicule se mêle à l'odieux. Contre les paysans et travailleurs de Hongrie las de la tyrannie capitaliste, Wilson et ses comparses de Paris et Londres ont envoyé les hordes tchèques renforcées de soudanais et sénégalais. Ces derniers venant de se faire battre, le comité des quatre somme les Hongrois de cesser leurs attaques sous menace de mesures terribles en cas de refus. Hindenburg est maintenant enfoncé ; dans les situations les plus difficiles, il n'a jamais songé à s'en tirer en menaçant le vainqueur de représailles. Foch est vraiment un grand général. Il est vrai que les Alliés n'ont peut-être, sur ce point-là, pas le choix des moyens. Un sérieux échec des Tchèques pourrait mettre en fuite Masaryk et ses comparses et démontrer aux plus incrédules tout ce qu'ont de factice les nouveaux Etats créés par des diplomates à tout faire, qui assassinent les peuples pour le compte de quelques forbans de la finance, de l'industrie et du commerce.

En présence de tant de crimes, d'infamies et de reniements, Wilson est toujours serein. Il assure que tout cela est conforme à ses quatorze points. Ceux qui l'injuriaient l'accueillent maintenant comme un repenti qui a fait amende honorable, et ceux qui le bénissaient parlent de lui comme d'un pestiféré. Il y a, peut-être, quelque injustice dans ce jugement. Wilson subit le sort de tous les faux grands hommes. Venu par les hasards de la politique à la présidence des Etats-Unis, il a dû remplir les fonctions de la charge et servir les intérêts de la finance, qui commandait la neutralité seule favorable à l'aglotage des premières années de guerre. Ce fut à l'époque où Wilson ne comprenait pas pourquoi les Européens se battaient. Quand les intérêts des financiers commandèrent l'intervention, les gens de la bourse laissèrent à Wilson le soin de préparer l'affaire par le développement de ses quatorze points. Entraîné par sa dialectique, il crut peut-être un moment qu'il était l'arbitre de la situation et que le sort du monde était au bout de sa plume. Avec une certaine vanité il édictait ses points.

Son rôle prit fin à la signature de l'armistice. Depuis cette date, Wilson fait figure d'un pitoyable monsieur qui a été joué et que nul ne se soucie de tirer d'embarras. Et comme il n'a pas assez de sens moral pour faire le seul geste qui lui était commandé, démissionner, il souscrit aux infamies comme aux sottises en prétendant que c'est toujours conforme à ses quatorze points.

En abandonnant la présidence des Etats-Unis, il conservait aux yeux des peuples un certain prestige moral. Maintenant, pour ceux qui se servent encore de lui comme pour ceux qui l'attaquent, il n'est plus qu'un fantoche.

Quant à nous, profitons de la leçon pour rappeler qu'il n'est pas de sauveur suprême et que le salut ne saurait venir que de l'effort de tous les opprimés.

Germinal.

Hypocrisie et lâcheté

La faim déprime la population enfantine de l'Autriche-Hongrie et la mort y trouve une abondante pâture. Il en est de même en Allemagne. Cette guerre aura été une atroce leçon de choses. La tuerie des hommes entr'eux était admise. Les vieux levains de barbarie ancestrale nous la montraient enguirlandée de gloire dérivant du culte de la force, issu lui-même de la théogonie sanguinaire, mais nous n'en étions pas encore à trouver du plaisir dans l'hécatombe des enfants. Il faut croire que vingt siècles de christianisme prétendu libérateur, initiateur de la pitié suivant ses apologistes, ne nous ont guère changés, puisque nous sommes encore incapables de protester contre une pareille immolation.

Sans doute on a envoyé quelques trains de vivres en Autriche pour sauver la face ; sans doute quelques centaines de petits Viennois sont amenés en Suisse et ailleurs ; mais qu'est-ce que de pareils secours en face de l'émouvante réalité ? Ce que c'est ? Mais pas autre chose qu'une hypocrisie de plus. On ne veut pas s'élever directement contre la cruauté des gouvernants qui non seulement font état de cette misère pour arriver à leurs fins, mais menacent encore de la rendre plus aiguë et plus générale.

Voilà la grande lâcheté. Là ou de simples mortels seraient livrés au mépris public, les gouvernants trouvent de l'appui. La couardise devant leurs actes fait toute leur force. Ce sont des dieux barbares devant lesquels on s'incline très bas, si bas que nous en avons le nez dans la boue. « Nul ne peut servir Dieu et Baal », dit l'Evangile, et les bons chrétiens se croiraient déshonorés s'ils ne servaient pas les *Baals* du jour. Que fait donc l'hypocrite Wilson, ne manquant pas un sermon dominical, en face de ces cadavres vivants d'enfants martyrisés au nom du droit, de l'idéalisme et de tant d'autres mensonges ? Il contresigne toujours les arrêts qui décident d'allonger leurs souffrances. Cinq ans de tuerie ont affolé à tel point l'humanité qu'elle est incapable d'exiger la fin de leur martyre.

Voilà où nous en sommes. Jupiter, Dieu, l'Etat, simples changements de noms, l'infinie lâcheté demeure. C'est toujours la force qui règne et l'humanité est toujours crucifiée en son nom.

Impr. des U. O., Genève.